

Direction des Archives départementales de la Seine-Maritime



Rapport d'activités 2017

Différents éléments d'actualité ont influé sur l'activité de la Direction durant l'année 2017 :

- Suite à l'échec d'un projet de réorganisation, le directeur a été chargé à compter de mars de l'**intérim de la Direction de la Culture et du Patrimoine** ; dans ce cadre, il a eu à gérer la mise en place d'une nouvelle organisation, présentée au Comité technique de novembre, et à préparer la reprise en gestion par le Département du site de l'Abbaye Saint-Georges de Boscherville.
- Des **travaux** importants ont été faits, touchant principalement deux des sites : à Grammont, il a été procédé à l'électrification de la moitié des compactus ; à Darnétal, ont été menées à bien la mise en accessibilité PMR et la reprise de l'isolation avec le remplacement de l'ensemble des huisseries.
- En matière informatique, un temps important a été consacré au passage à la **nouvelle version du Système d'Information Archivistique (Mnésys)**, avec des difficultés qui ne sont pas toutes réglées.

Dans le contexte d'extension de la dématérialisation, une avancée majeure a été faite avec la mise en production du **Système d'Archivage Électronique (SAE)** et la réalisation des premiers versements électroniques. En amont, dans le cadre du Plan départemental de gestion et d'archivage des documents, la Direction des Archives départementales a continué à accompagner les **programmes de dématérialisation du Département**, pour prise en compte des besoins métiers de classement et de gestion du cycle de vie des dossiers, et elle a initialisé avec la DSI le projet de GED collaborative transverse avec pour pilote la Direction des Routes (projet DOC 76).

La coopération engagée, à l'occasion de la réunification régionale, entre les archives départementales de la région a débouché sur la mise en œuvre d'une exposition et d'une publication « **1000 ans de Normandie** », autour de l'histoire et de l'identité régionale. La présentation inaugurale, le 25 avril à Grammont, a rassemblé les présidents des différents exécutifs ou leurs représentants.



Trois autres expositions ont été présentées : « **Les résistants derrière les barreaux** » à la Tour avec le lancement d'un appel aux particuliers autour de la mémoire des victimes de l'occupation ; « **Moissons d'archives** », occasion de faire découvrir les enrichissements apportés ces dix dernières années au patrimoine départemental, des enrichissements qui se sont poursuivis sur 2017 ; plus une exposition de plein air « **Seine (s) de vie** » à Villequier. Un autre temps fort a été, en septembre, la participation au salon national de généalogie du Havre, dont on fêtait cette année les 500 ans, du 7 au 10 septembre.

Les projets liés à la **mise en ligne** sont restés une priorité, avec l'ouverture de l'annotation collaborative sur les registres notariaux et l'étude autour d'une « plateforme usagers » plus large, incluant la possibilité de demander et payer en ligne des reproductions, mais aussi de gérer les demandes de recherche et les prêts d'expositions temporaires. Un autre chantier a porté sur les archives communales, avec la numérisation des registres de délibérations et la reprise progressive des instruments de recherche, qui devraient déboucher sur une mise en ligne en 2018.

Les travaux engagés sur les collections se sont enfin poursuivis, que ce soit ceux de classement ou ceux de conditionnement, avec à Grammont le reconditionnement des cartulaires dans des boîtes sur mesure, ou la reprise d'une première tranche de l'état civil, avant transfert vers Darnétal.

Un bilan du projet de service établi en 2013 a été fait, il débouchera en 2018 sur la réunion de groupes de travail thématiques pour aboutir à un projet de développement actualisé.

Les moyens

- Personnels et budget

Rattachée au Pôle Attractivité et Développement, la Direction des Archives départementales de la Seine-Maritime disposait au 31 décembre 2017 de **62 agents**, dont 5 cadres A mis à disposition par l'État, plus 2 sur contrats temporaires. 6 volontaires ont été accueillis au titre du service civique, ainsi que 2 apprenties (en documentation et secrétariat).

Au sein du Pôle Archives contemporaines, le poste de directeur adjoint responsable de pôle (conservateur d'État) a été pourvu au 1^{er} mars. Deux départs en retraite ont eu lieu au sein du service de l'ouverture au public et de la valorisation, sur des activités de secrétariat et de traitement des collections de presse et de bibliothèque. Seul l'un des deux postes a été remplacé, ce qui a été l'occasion de revoir en partie l'organisation du service ainsi que la répartition des recherches effectuées pour le compte des usagers. Le même service a accueilli deux apprenties du CFA de Mont-Saint-Aignan qui ont réalisé un important travail d'identification, de tri et d'enregistrement des fonds de bibliothèque documentaire et pris en charge le traitement des collections du *Journal de Fécamp*.

En ce qui concerne le Pôle Archives historiques, des remplacements temporaires ont permis de compenser l'inaptitude médicale de deux magasiniers, dont l'un a été muté en fin d'année, l'autre a été placé en renfort du service accueil, qui souffre toujours d'un fort absentéisme. Un agent de recherche du service des collections a été arrêté pour cause d'inaptitude, ainsi qu'un agent en situation de handicap de l'atelier de restauration, au Centre des Archives de Darnétal.

Les dépenses propres de la direction ont représenté **710 988 €**, auxquelles il faut ajouter les dépenses portées par d'autres directions de la collectivité, qui se sont élevées à 3 997 716 €, frais de personnel compris. 11 500 € de subvention ont été versés par la Région et par la DRAC pour l'exposition *1000 ans de Normandie*.

- Bâtiments

Les services sont répartis entre trois sites, représentant au total une surface de 21 000 m², et une capacité de 89 000 mètres linéaires, dont plus de 65 sont aujourd'hui occupés.

Sur le site de **Grammont**, un chantier important a été mené pour électrifier une partie des compactus, sur 5 magasins. L'opération a coûté 96 842 €. Il faut signaler aussi la remise en peinture de certaines zones d'infiltration, la réalisation de travaux sur la terrasse du 4^e étage suite à des fuites, la mise en place de plexiglas sur la grille du local accueillant la réserve du brouillard d'eau et l'installation d'une sonde de température et d'hygrométrie reliée à la GTB dans la chambre froide de conservation des nitrates et acétates de cellulose. Dans ce local, une gaine de ventilation a par ailleurs été mise en place et le sècheur d'air a été déplacé.



En revanche, la remise à niveau de la climatisation/déshumidification, prévue durant l'hiver 2017-2018 dans les magasins des 4^e et 5^e niveaux (projet Techniconsult), a de nouveau été repoussée dans l'attente du rapport final de l'expert.

A la **Tour des Archives**, l'année 2017 a été marquée par une remise en état des espaces de travail situés au rez-de-chaussée bas : travaux de peinture, rénovation de l'installation électrique, remplacement de tous les rayonnages en aggloméré par des rayonnages métalliques, remplacement de trois tables de tri. Les postes de travail des agents de traitement, d'accueil et de magasinage ont fait l'objet d'une étude d'ergonomie en lien avec la médecine de prévention, qui a donné lieu à des préconisations et à la commande de matériel adapté, et la salle dédiée au dépoussiérage a été équipée d'une unité mobile de décontamination d'air (Modèle Sentinel d'Airinspace).



Sur le site de **Darnétal**, de nouvelles acquisitions en meubles à plan sont venues compléter l'équipement des magasins spécifiques. Une enveloppe de 427 736 € a été consacrée à la mise aux normes d'accessibilité PMR et à la rénovation énergétique, avec reprise de l'étanchéité du toit terrasse et de la couverture de l'atelier de restauration, remplacement de 58 portes et fenêtres.

Visant à rendre des capacités d'accroissement sur le site de Grammont (pour les notaires) et de la Tour (pour les versements des services), le chantier de révision de la répartition des collections entre les trois sites des Archives départementales a été ouvert par le déménagement de plus de 350 mètres linéaires de registres d'état civil numérisés du site de la Tour des Archives vers celui de Darnétal. L'opération a été confiée au prestataire Avizo qui a effectué un dépoussiérage et un reconditionnement systématiques des articles.

- Informatique

La fin de l'année 2017 a vu la mise en production du **Système d'Archivage Électronique (SAE)** des Archives départementales. Le premier versement effectué dans le SAE est constitué de fichiers bureautiques (plus de 400 Mo de rapports du Correspondant Informatique et Libertés du département), traités par un générateur de paquets SEDA développé en interne et nommé GoSIP puis entrés dans le logiciel Asalae (Libriciel Scop). Les Archives départementales disposent donc désormais d'une chaîne entièrement opérationnelle d'archivage des arborescences bureautiques, et ont entamé une réflexion sur l'archivage de flux de données structurées qui sera à poursuivre (dossiers d'étrangers, répertoire général des affaires civiles, flux dématérialisés au sein du département comme les aides sociales, les marchés publics ou les ordres de mission, etc.).



Forte de son expertise en gestion documentaire, la Direction des Archives départementales est également intervenue directement en amont dans le cadre des **programmes de dématérialisation du Département**. Les travaux avec les métiers et la DSI ont, d'une part, été axés sur la fourniture de spécifications fonctionnelles et le paramétrage technique des outils (implémentation dans la GED des besoins métiers de classement et de gestion du cycle de vie des dossiers). D'autre part, l'audit de la chaîne de numérisation lancé en milieu d'année vise à analyser et, si besoin, ajuster les processus mis en place afin de valider, sur le plan réglementaire, l'élimination des originaux papier après leur numérisation. Enfin, en lien avec la DSI, la DAD a initialisé le projet de GED collaborative transverse inscrit sur la feuille de route de la dématérialisation (projet DOC 76).

Les deux directions ont été fortement mobilisées par le passage à la nouvelle version du Système d'Information Archivistique (Mnésys, de Naoned Systèmes). Avec l'animation d'un groupe d'utilisateurs en interne et de groupes ponctuels de travail, le nettoyage de la base de données, le suivi de correction des erreurs logicielles, les tests avant installation de la nouvelle version et les tests de recette, un effort conséquent a été fait pour anticiper et résoudre les problèmes de régression et les nouveaux dysfonctionnements expérimentés par les utilisateurs. De nombreuses difficultés sont encore en cours de résolution progressive.

L'action auprès des services et le traitement des collections

- Animation et contrôle des archives publiques

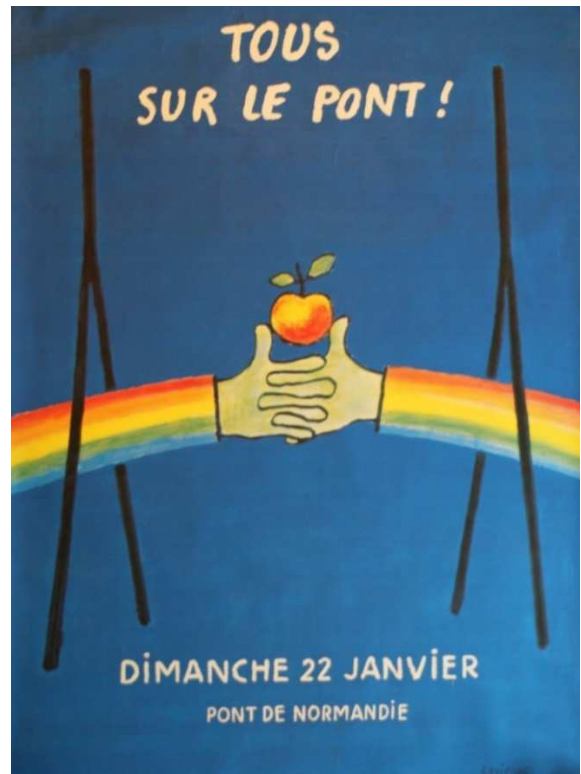
Au sein du **Conseil départemental**, l'accompagnement des services dans la gestion de leurs dossiers papier a été marqué par la réorganisation territoriale de l'action sociale et le déménagement des UTAS. Cela s'est traduit par des sessions de présentation d'une feuille de route archivage sur chacun des sites concernés puis par le suivi des opérations de traitement d'archives. La DAD a accompagné les transferts de compétence vers la Région (transports) ou la Métropole Rouen-Normandie (routes, musées) en veillant au sort des archives concernées. Au total, 375 mètres linéaires ont été versés, dont 350 au titre du préarchivage (visant à mettre en sécurité les dossiers à longue durée de conservation ou sensibles sur le plan juridique). Sur le plan des éliminations réglementaires, 230 demandes, représentant 1 900 mètres linéaires, ont été effectuées par les services du Département ou ses satellites. Deux tableaux de gestion ont été validés (Maison départementale des Personnes handicapées et Direction des Ressources humaines).



Concernant les **services et établissements publics de l'État**, 104 bordereaux d'élimination ont été instruits pour un total de plus de 4 000 mètres linéaires d'archives éliminées, tandis que les versements opérés aux Archives départementales se montent à 488 mètres linéaires. Le Rectorat a poursuivi sa reprise d'archives du personnel momentanément conservées aux Archives départementales, pour un total de 88 mètres linéaires. Le projet de mutualisation de la fonction Archives, initié depuis plusieurs années, a été relancé au travers d'un questionnaire envoyé à l'ensemble des services de l'État dans le ressort du département, dans le but de réaliser un état des lieux des besoins d'archivage, et de deux réunions associant les différents services. Il débouchera en 2018 sur la mise en place d'un groupe de travail destiné à rédiger un cahier des charges pour un accord-cadre interministériel sous l'égide de la Plateforme Achats du SGAR.

La fusion des Haute et Basse-Normandie a conduit un certain nombre de services à réorganiser leur action, incitant certains comme l'Agence régionale de santé à mutualiser les services entre Haute et Basse-Normandie, d'autres à fusionner définitivement voire à mettre en vente leurs locaux comme les chambres consulaires. Les travaux communs entre le Calvados et la Seine-Maritime, départements sièges de ces administrations, sont devenus une évidence pour simplifier et uniformiser les traitements d'arriérés.

Le travail en direction de la Préfecture et des sous-préfectures a été relancé. À la Préfecture, un archiviste vacataire a entamé le traitement des arriérés d'archives dans le cadre de la réorganisation due à l'entrée en vigueur du Plan Préfecture Nouvelle Génération (PPNG). Trois tableaux de gestion ont été validés (DCL, SGAR, SIRACEDPC) et plusieurs formations à l'archivage ont été assurées en direction des services. Des visites ont eu lieu dans les sous-préfectures de Dieppe et du Havre, également touchées par le Plan (création d'un pôle Armes au Havre par exemple). L'arrivée d'une nouvelle secrétaire générale au Havre et la nomination d'une correspondante archives en fin d'année a relancé l'activité dans cette administration. Par ailleurs, ayant appris le déménagement de ses locaux à la Préfecture à l'été 2017, le service départemental de l'ONACVG a procédé au tri de ses archives et fait le versement de documents relatifs à la Seconde Guerre mondiale.



Dans le domaine judiciaire, les trois tribunaux d'instance du Département ont procédé à l'élimination des PACS dissous depuis plus de 5 ans et versé les dossiers en cours ou dissous depuis moins de 5 ans à la commune siège du TI, selon les prescriptions conjointes du ministère de la Justice et du SIAF. L'arrivée d'un nouveau greffier au Tribunal de grande instance du Havre a permis par ailleurs de relancer les opérations pour cette juridiction.



Il faut mentionner aussi la réalisation de tableaux de gestion pour l'ARS, pour le CEREMA Normandie-Centre et pour la CAF76, en lien avec la CNAF, en prévision d'un futur déménagement. Le service d'archives commun à la DREAL et à la DDTM76 a fait l'objet d'une nouvelle organisation à la suite d'un changement du chef de service, ce qui a été l'occasion d'un point d'étape avec les Archives départementales.

En direction **des communes, intercommunalités et hôpitaux**, 22 communes, un syndicat mixte et trois hôpitaux ont été visités au cours de l'année 2017. Une journée de rencontre entre les archivistes communaux et intercommunaux a été organisée en novembre afin de renforcer la dynamique de réseau des archives communales et intercommunales dans le département.

La subvention accordée par le Département aux communes de moins de 3 500 habitants pour les archives communales a permis d'aider huit communes (Amfreville-la-Mivoie, Cany-Barville, Etalondes, La Cerlangue, Londinières, Maniquerville, Saint-Denis-sur-Scie, Saint-Pierre-Bénouville) pour un total de 10 426,50 €. Cinq communes ont bénéficié de l'aide à la restauration des documents significatifs de l'histoire de la commune (4 732 €), et trois communes, de l'aide au classement et à la préservation des

archives (5 694,50 €). Trois demandes de subvention n'ont pu être satisfaites sur les crédits de l'année. Quatre communes et un hôpital ont déposé leurs archives pour la première fois, et deux communes et un hôpital ont fait un dépôt complémentaire, pour un total de 21 mètres linéaires. 657 bordereaux d'élimination ont été instruits, issus de 51 communes, 28 EPCI et 7 établissements hospitaliers (3 150 mètres linéaires éliminés).

Concernant le **Conseil régional**, 22 bordereaux d'élimination ont été instruits pour un total de 245 mètres éliminés. Le travail de reprise des archives éliminables se poursuit sur le site de Rouen, de même que la réflexion sur l'organisation de la fonction Archives à l'échelle de la nouvelle région Normandie dont le siège est situé à Caen.

Au total, 149 visites ont été faites dans les services et collectivités du département, plus 8 auprès d'études notariales. 1 496 bordereaux d'élimination ont été instruits (en hausse de près de 50% par rapport à 2016), représentant 16 422 mètres de documents.

- Les entrées

Le volume des entrées, pour les archives publiques, représente 1 156 mètres linéaires, dont 625 pour les versements courants des services et établissements publics, 352 pour le préarchivage du Conseil départemental, 157 pour les minutes de notaires et 21 pour les dépôts de communes et hôpitaux.

Pour les archives privées, 139,5 mètres linéaires ont été reçus, dont 57 sur le site de Darnétal pour les syndicats et les entreprises. La plus grosse partie des fonds collectés l'a été dans le cadre de dons. À ce titre, on peut signaler les fonds donnés par l'association Remember le Havre 1944, le centre européen de bioprospective, l'UFC Que choisir, l'Automobile club de Normandie, l'association folklorique La Villotte, l'association de protection de la nature GRANDDE, les archives du carillon de la cathédrale de Rouen, ainsi que 2270 cartes postales. Une mention particulière doit être faite pour les archives de l'église Notre-Dame de Caudebec remontant au XIII^e siècle, parmi lesquelles se trouve une charte scellée de 1285, données par la commune de Caudebec.



Différentes acquisitions ont pu être faites pour un total de 18 350 €, dont des documents et photographies sur le Théâtre français et le Théâtre des arts de Rouen, des photographies de la Reconstruction de Rouen, une affiche de l'exposition de 1896, des dessins des ruines de l'abbaye de Jumièges au XIX^e siècle et, sur préemption, un grand dessin (1,8 x 2,7 m) de la « **Restauration de l'abbaye de Jumièges** » par Henry Guédy et Jules Viatte, daté de 1899.

Deux collectes auprès des particuliers ont été lancées cette année : la première autour de la mémoire des victimes de l'occupation, aboutissant à plusieurs dons ou dépôts pour numérisation (1 182 vues

numérisées) ; la deuxième dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Rouen sur la mémoire du quartier de Grammont, à l'occasion de la démolition des immeubles Adeline, surnommés « Les Rouges », à 200 mètres du bâtiment des Archives. Les archives recueillies doivent servir à un projet d'exposition sur ce quartier en mutation.

L'accroissement de la bibliothèque représente 14 mètres linéaires, d'ouvrages ou de revues.

- Classements et outils de recherche

398 mètres linéaires ont été classés en 2017 (sans compter le contrôle des bordereaux de versement, la remise en forme d'instruments de recherche, le catalogage des livres ou les travaux d'indexation).

Ces travaux ont porté :

- sur les versements des notaires (129 mètres) ;
- sur les fonds privés (158 mètres), dont le fonds de l'école privée Notre-Dame de Bonsecours (284 J), celui de l'érudit du Pays de Bray Ernest Sémichon (296 J), le fonds Lepel-Cointet (306 J), celui de la Société d'histoire de Normandie (308 J), le fonds de la famille Bouctot (324 J), celui de l'association de protection du patrimoine veulais, incluant 13 Go de données (343 J) et, pour le Centre des Archives du travail, ceux du syndicat Sud PTT (367 J) ou de la SA des Économiques de Normandie (384 J) ;
- sur les séries anciennes et modernes (97 mètres) : traitement de 40 H (fonds des Oratoriens de Rouen) et 4 U (complément au fonds de la justice de paix de Montivilliers) ; poursuite des travaux en cours sur 3 E (5 dépôts traités, travail sur le récolement du fonds ancien de la ville de Rouen), 5 E (corporations d'Ancien Régime), 2 S (routes départementales et chemins de grande communication) ; reprise partielle de 1X (asile de Saint-Yon). Les principaux travaux d'indexation ont porté sur les dossiers relatifs à la Reconstruction dans le département (4432W), les registres de l'inscription maritime, les documents collectés et numérisés en 2014 et 2017 sur la Seconde Guerre mondiale (5 437 images), les témoignages d'anciens résistants et déportés, avec l'aide de stagiaires ou de volontaires en service civique.

En ce qui concerne les fonds iconographiques, le plus gros chantier a, comme en 2016, concerné le fonds Ellebé (39 Fi), avec 7 580 clichés traités, pendant que le travail sur les plans départementaux conservés en 167 Fi s'est poursuivi (568 plans antérieurs à 1940 traités et analysés).

Il faut y ajouter la finalisation de **nouveaux instruments de recherche** pour les différents bureaux des Hypothèques du Département (4 Q), remplaçant des tableaux Excel. Visant à permettre l'alimentation de portails, 11 instruments de recherche ont été rétroconvertis en XML/EAD sur les séries A, B (27 à 29 B, 71 B), 3 E (3 E 15, 19, 285) et H (36, 59 et 78 H). Le pôle Archives contemporaines a entamé parallèlement un grand chantier de rétroconversion de ses bordereaux de versement existant uniquement sur support papier dans la perspective de leur mise en ligne. 18 bordereaux ont ainsi été saisis, et la communicabilité de l'ensemble des versements a été systématiquement évaluée.

En application du cadre méthodologique sur la sélection et l'évaluation des archives produit par le SIAF, 384 mètres linéaires issus des premiers versements dans la série W par la Préfecture (ressources humaines, documents comptables et pièces justificatives, concours, action sociale, marchés, documentation) ont été sélectionnés pour élimination.

Pour la **bibliothèque**, 5 446 notices ont été créées dans le progiciel Syracuse, tous sites confondus, dont 3 052 concernant des nouveautés entrées en cours d'année. Tous sites confondus, on peut évaluer à 9,5 mètres environ le métrage des fonds « anciens » repris et ayant fait l'objet de nouvelles notices en 2017.

- Conservation des collections

En 2017, 1 608 mètres linéaires de documents d'archives ont été reconditionnés. Pour le pôle Archives historiques, cela a représenté 181 mètres pour les notaires (minutes collectées en 2017, après dépoussiérage, ou registres précédemment entrés qui le nécessitaient) et 77 pour les autres fonds. En ce qui concerne les documents iconographiques, 25 mètres ont été reconditionnés, dont 18 pour le fonds Ellebé (39 Fi), représentant plus de 13 000 unités. Enfin, 131 manuscrits précieux ont été reconditionnés dans des boîtes sur mesure (fournis par l'entreprise Klug) et 21 conditionnements réalisés pour des chartes scellées.



En terme de conservation, il faut aussi signaler que l'ensemble des sols des magasins a été nettoyé sur le site de Grammont (aspiration, et lavage machine autolaveuse). Le dépoussiérage des collections, tablettes et compactus a été effectué sur l'ensemble du magasin 5.2 (soit 246 mètres).



A la Tour des Archives, suite à la contamination d'une partie des collections en 2016 puis à nouveau à l'été 2017, 245 mètres linéaires de documents ont été décontaminés à l'oxyde d'éthylène, dépoussiérés et reconditionnés. 1 296 registres ont été traités par la société Filigrane qui est intervenue sur site pendant deux semaines. Deux opérations ont mobilisé l'ensemble du personnel du pôle pendant deux journées : reconditionnement de 900 boîtes, dépoussiérage de l'ensemble d'un magasin (boîtes, tablettes, sols).

De nouveaux épisodes de contamination ont en effet été observés, à la Tour mais aussi à Grammont sur les sangles et languettes en coton. Mme Thi-Phuong N'Guyen, des Archives de France, est venue réaliser une expertise le 29 août. Afin d'essayer d'améliorer la situation sur le premier site, il a été demandé à la Direction de la Gestion Patrimoniale et de la Stratégie Immobilière de modifier les consignes de température et d'hygrométrie afin de les adapter aux saisons, de revoir l'étanchéité des

portes des magasins (un audit est en cours pour le remplacement des portes), de permettre aux services d'accéder aux données de la GTB pour mieux contrôler l'évolution des conditions de conservation, d'améliorer les filtres des CTA et d'organiser le nettoyage systématique des gaines de soufflage. Pour le site de Grammont, une modification de l'installation reste attendue.

Concernant la **restauration**, le prestataire La Reliure du Limousin a restauré 56 registres (33 de notaires, 17 de délibérations communales et hospitalières, 5 de l'inscription maritime et 1 du parlement de Normandie). En interne, l'atelier de Grammont a restauré 219 unités, tous supports confondus, dont 4 sceaux, 7 chartes, 37 plans, affiches ou gravures ; celui de Darnétal a restauré 17 registres (10 de notaires et 7 de recensements de population). Par ailleurs, 160 plaques de verre et négatifs ont été décollés entre eux grâce à un passage en chambre d'humidification.

Concernant les travaux de **reliure**, 161 ouvrages et périodiques ont été reliés en externe (Ateliers du Patrimoine) et 7 en interne (5 à Grammont, 2 à Darnétal). Concernant l'atelier de reliure de Grammont, il faut signaler que le relieur a été absent pendant 4 mois pour cause d'arrêt maladie (83 jours d'arrêts). Par ailleurs, ce dernier est principalement, depuis quelques années, mobilisé par l'encadrement et le désencadrement des documents présentés lors des expositions.

Le pôle Archives contemporaines, a, en application de la circulaire sur le risque amiante dans les services d'archives, initié une campagne de collecte des Documents Techniques Amiante (DTA) des administrations versantes afin d'identifier les versements potentiellement à risque.

L'ouverture au public

- L'accueil du public

Quelque 10 500 personnes ont été accueillies en 2016 sur les différents sites des Archives départementales, tant pour des recherches qu'à l'occasion d'expositions, conférences ou ateliers.

En ce qui concerne l'accueil dans les **salles de lecture**, 3 394 séances de travail ont été comptabilisées, pour 1 237 lecteurs. 15 285 documents ont été communiqués, hors consultation du portail pour les images numérisées. Les communications administratives auprès des services se sont élevées à 1 481. 2 461 recherches par correspondance ont été instruites en 2017, et 9 575 vues ont été réalisées pour des commandes clients.

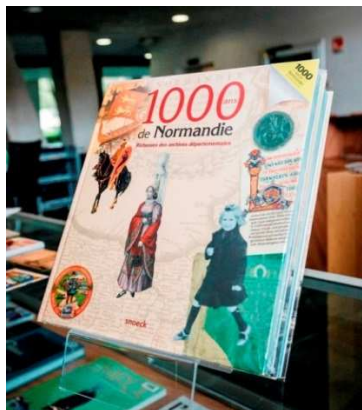
A Grammont, est à noter, au 1^{er} janvier 2017, l'entrée en vigueur d'une nouvelle organisation de la salle de lecture pour améliorer la sécurité (avec attribution de places numérotées aux lecteurs dans l'ordre d'arrivée, places réservées pour les généalogistes professionnels et la consultation des chartes scellées). Par ailleurs, de nouveaux supports de consultation (futons, etc.), plus respectueux des documents originaux, ont été mis à disposition des lecteurs.

- Expositions et action culturelle

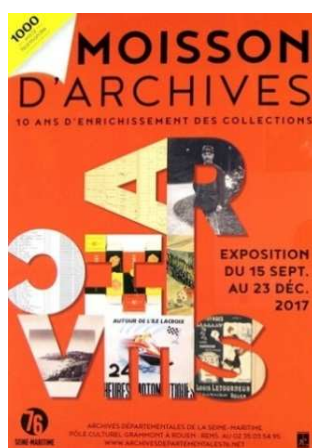
Deux expositions ont été, comme chaque année, présentées au Pôle culturel Grammont :

- « **1000 ans de Normandie** », menée en collaboration avec les services d'archives des départements normands, a été proposée au printemps ; elle a bénéficié de subventions de la

DRAC (3 500 €) et de la Région (8 000 €), ainsi que d'un mécénat de la société Andriveau (4 000 €). La Direction des Archives de la Seine-Maritime a piloté le marché de scénographie et d'édition et coordonné la publication. Un cycle de 5 conférences a été proposé à Grammont pendant les 3 mois de l'exposition (200 auditeurs). 2 500 personnes environ ont visité l'exposition sur le site de Grammont ; 1 400 catalogues ont été vendus au 1^{er} février 2018.



À cette occasion, une application pour smartphones et tablettes « recettes normandes des familles » a été créée et distribuée gratuitement. Elle a été présentée au colloque « Gastronomie et droit » à l'Université de Rouen. Un concours de photographie intitulé « La Normandie illustrée » a par ailleurs été organisé en amont de l'exposition « 1000 ans de Normandie », via le site internet et les réseaux sociaux. Ce concours a eu un grand succès avec plus de 300 photographies envoyées par des internautes de toute la région Normandie, concernant 5 thématiques qui avaient été définies autour de l'identité normande. Les 30 meilleurs clichés ont été présentés dans le hall du Pôle culturel Grammont pendant les 3 mois de l'exposition « 1000 ans de Normandie ». Par ailleurs, à l'occasion de cette exposition, le magazine *Fenêtre sur tour* a été doté d'une nouvelle charte graphique et étoffé dans son contenu.



- L'exposition « **Moisson d'archives** », retraçant 10 ans de collecte, a été présentée au public à l'automne. À cette occasion, une conférence de M. Jacques Le Maho a dévoilé au public l'acquisition d'une pièce exceptionnelle pour l'histoire de l'abbaye de Jumièges, le dessin de Guédy mentionné plus haut. Une « Fabrique à archives » a été installée dans le hall, pour

collecter des témoignages des usagers et de ceux de la bibliothèque de quartier se trouvant dans le bâtiment.

Sur le site de l'Hôtel du Département, l'exposition itinérante « **Les résistants derrière les barreaux** » a été présentée au public du 13 mars au 21 juin 2017. Autour de panneaux réalisés par le Comité régional Résistance et Mémoire, illustrés par des documents et objets issus des fonds conservés par les Archives départementales et la maison d'arrêt de Rouen, elle a retracé l'histoire de la répression de la résistance et des conditions de vie dans les prisons normandes durant l'Occupation. En parallèle, le pôle Archives contemporaines et Mémoire du quotidien a souhaité faire appel aux particuliers pour **collecter la mémoire des victimes de l'Occupation**, et alimenter ainsi un projet de dictionnaire biographique des victimes de la répression nazie porté par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation et l'ONACVG76.

Les expositions itinérantes « Le Parlement de Normandie, 5 siècles d'histoire », « 1000 ans de Normandie » et l'emprunt des panneaux de l'exposition temporaire « Crimes et châtiments » ont représenté des succès hors les murs. En partenariat avec le CNRS, cette dernière exposition a d'ailleurs été transposée en ligne sur le site Criminocorpus.

Visant à favoriser la diffusion sur le territoire, une exposition conçue par les Archives, sur bâches, a été présentée sur les bords de Seine, à Villequier, « **Seine(s) de vie** ». Elle a été montée en extérieur, sur l'avenue verte London-Paris, fréquentée par de nombreux cyclistes et piétons. Elle a été inaugurée dans le cadre de « Fête en Seine », événement créé par les départements regroupés dans l'association « Axe Seine ».



Un grand nombre de **prêts** ont été accordés pour des expositions extérieures (14), dont celui d'une charte scellée de Richard Cœur-de-Lion au Musée historique du Palatinat à Spire pour une exposition sur ce prince anglo-normand, celui de deux cartulaires parmi les plus précieux (ceux de Saint-Maclou et des pauvres valides de l'hôtel-Dieu de Rouen) au Musée des Beaux-Arts et au Musée de la céramique de Rouen pour une exposition sur Masséot Abaquesne, ou celui encore de comptes de construction du château de Gaillon au Musée d'Évreux pour l'exposition sur la Renaissance en Normandie.

Pour la première fois, la Direction des Archives départementales a participé à la **Journée internationale des Archives**, en particulier sur les réseaux sociaux, grâce à des jeux en live. Une série de mini-documentaires présentant les différents métiers des Archives a été réalisée en interne, « Ma vie de document », découpée en vidéos, dont certaines ont totalisé 3 400 vues.

Le travail mené avec l'artiste photographe Catherine Poncin, consistant à accueillir des stagiaires afin de leur présenter des documents d'archives sur l'abbaye de Jumièges, qu'ils devaient intégrer dans des photographies contemporaines, constitue également une première. Ce workshop s'est tenu du 24 au 28 juillet 2017.

Outre la couverture des événements proposés par les Archives départementales, le journal télévisé de France 3 Normandie a réalisé deux reportages ayant pour support des documents conservés dans nos collections, sur les débuts du HAC et sur le syndicaliste havrais et déporté Louis Eudier ; le magazine national Thalassa a diffusé sur France 3 une séquence sur le travail en salle de lecture d'une association de chercheurs d'épaves.

- L'action éducative et l'accueil de groupes

Sur 2017, le **service éducatif** a accueilli 57 classes, représentant 1 514 scolaires : 181 élèves pour le primaire, dont 110 ont bénéficié d'ateliers in situ dans les établissements (2 CP, 1 CE1 et 1 CE2), 481 collégiens, 809 lycéens et 43 élèves de lycées professionnels). 436 collégiens ont par ailleurs été reçus à l'Hôtel du Département pour participer à deux ateliers pédagogiques organisés sur le thème de la résistance et de la jeunesse pendant la Seconde Guerre mondiale. Certains ateliers, comme « Histoires de prétoire », ont été reconduits avec succès, pour les collégiens et les lycéens. En plus de la formule « classique » (atelier sur une affaire criminelle et audiences au tribunal correctionnel), 4 lycées ont rejoué le procès de 1935, sur l'affaire Levasseur, face à un juge professionnel. De nouveaux ateliers ont également été proposés : « Trésors d'enluminures » (niveau 5^{ème} et seconde), et « Portraits de femmes au XIX^e siècle » (4^{ème} et 1^{ère}). Enfin, une soixantaine d'étudiants de l'Université Rouen-Normandie ont été accueillis pour des visites guidées du site de Grammont (étudiants du Master Sciences historiques, du Master 1 Valorisation du patrimoine culturel et naturel, du cours de paléographie moderne de Licence 3 histoire). 21 étudiants du master Sciences Historiques de Rouen ont été accueillis sur le site de la Tour des Archives, et ont pu échanger avec les chargés de collecte sur leurs sujets de recherche.



Parmi les autres groupes accueillis à Grammont, sont à signaler celui d'une vingtaine de Canadiens, celui d'anciens dirigeants de la Société Groupama ou d'employés de CEREMA, celui des habitants du quartier Grammont dans le cadre de la collecte de mémoire ou encore celui de la Société de l'École des Chartes (30 archivistes-paléographes). À la Tour, des visites du site ont été organisées pour près de 400 personnes. 42 personnes ont suivi les visites proposées pour les Journées du patrimoine (ouverture limitée au samedi après-midi). La Direction des Archives départementales a également contribué à l'animation de la Préfecture pour ces journées, à travers une présentation de documents sur l'histoire de la Préfecture et participé à l'évènement Collection d'Art à l'abbatiale Saint-Ouen (restauration des sceaux).

À Grammont, les cours de paléographie française et latine ont enfin été reconduits, réunissant environ 70 élèves tous les mois (2 cours différents dans la formule 2017-2018 : un cours de paléo française pour débutants, et un cours de paléo française pour confirmés avec paléo latine incluse).

- Numérisation et mise en ligne

Plus de 780 000 pages ou images ont été numérisées sur l'année, dont 92 000 en interne par les ateliers numérisation et photographie. Ces travaux internes ont porté principalement sur les registres de catholicité (1 J, 16 000 vues), les matrices cadastrales (3 P, 9 284 vues), les registres terriers (7 800 vues), les albums de Vaux de Foletier (74 Fi, 3 700 vues), l'inscription maritime (6PSup, 4399W, 5 858 vues), la presse locale (JPL197, 7 471 vues) ou les recensements de population (6M, 1 853 vues).

Le reste de la numérisation a été réalisé dans le cadre d'un marché avec la société Arkhénum qui a numérisé en 2017 la suite des tables et répertoires de notaires jusqu'au début du XX^e siècle et une partie des minutes des notaires du Havre et paroisses avoisinantes de 1687 à 1850 (2 E, 558 000 vues), les tables alphabétiques des bureaux des hypothèques du département de l'an VII à 1955 (4 Q, 126 293 vues), les recensements de population pour Rouen, Dieppe et Le Havre, de 1836 à 1936 (6 M, 98 000 vues), ainsi que 11 000 plaques de verre (11, 21, 48 et 86 Fi) et 113 cartes et plans (cartes d'élection notamment). Enfin, plusieurs registres de délibérations communales ont été numérisés par cette société (3 E, 163 000 vues).

Plusieurs mises en ligne sont intervenues en 2017, portant à près de **16 millions de pages ou d'images** les ressources disponibles pour l'internaute :

- Mise en ligne en septembre, à l'occasion du salon national de généalogie, au Havre, d'une partie des minutes de notaires du Havre jusqu'en 1850 et des tables et répertoires de toutes les études du Havre, toutes périodes confondues, jusqu'au début du XX^e siècle (400 000 vues) ;
- Mise en ligne en octobre de 200 nouvelles chartes, parfois scellées, et d'une vingtaine de cartulaires et autres registres médiévaux. À cette occasion, le chartrier de Fécamp pour la période ducale, conservé physiquement en deux endroits (Archives de la Seine-Maritime et Palais Benedictine de Fécamp) a été reconstitué virtuellement, grâce au partenariat avec le Palais Benedictine et le CRAHAM/CNRS/Université de Caen-Normandie ;
- Mise en ligne pour le début 2018 de plus de 6 000 images dans la base iconographique (carte de Cassini, cartes d'élection, cartes de canton et d'arrondissement, fonds Eudes, 5 albums De Vaux de Foletier, etc.).

Il faut y ajouter la mise en ligne en janvier 2017 du **catalogue de la bibliothèque**. Ces différentes ressources ont donné lieu sur l'année à près de 900 000 visites, représentant 186 801 internautes.

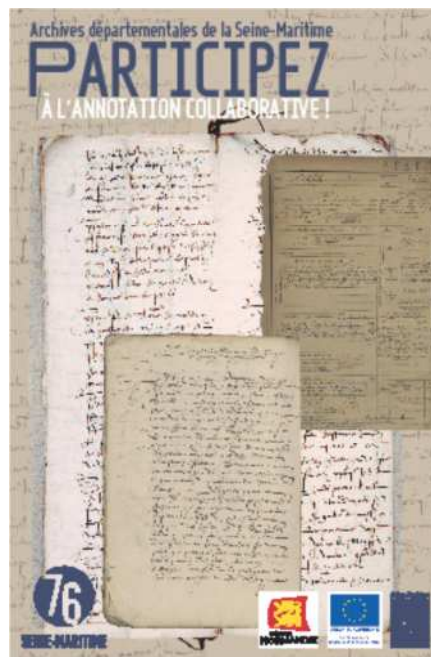
Concernant la plate-forme d'**annotation collaborative**, elle s'est étendue en septembre 2017 à l'indexation des minutes de notaires ainsi que des tables et répertoires de notaires, à l'occasion du Salon national de généalogie au Havre. En revanche, les instruments de recherche n'ont pu comme prévu être versés dans le portail FranceArchives en 2017, faute d'indexation, et il faudra sans doute passer pour l'alimenter par une rétroconversion préalable au format XML/EAD.

Confrontées comme d'autres services d'archives à la **réutilisation** sans autorisation de ses images numérisées et mises en ligne par des entreprises spécialisées dans la diffusion de contenus généalogiques, les Archives de la Seine-Maritime ont mis en place une nouvelle politique de reproduction et de réutilisation des informations publiques qu'elles conserve, conforme au nouveau cadre juridique posé par les lois Valter et Lemaire et permettant d'établir des licences payantes de réutilisation commerciale et massive.

Partenariats scientifiques et coopérations

Le **partenariat avec le CRAHAM de l'Université de Caen, le CNRS, et le Palais Bénédicte de Fécamp** (Bacardi-France) a débouché, à l'occasion de la mise en ligne déjà évoquée, sur une table ronde organisée à Fécamp autour de la bibliothèque et des archives de l'abbaye de la Trinité, associant Sébastien Roncin (Palais Bénédicte) et Pierre Bauduin (CRAHAM).

Un autre partenariat, avec le Cercle généalogique Le Havre Seine-Maritime, a débouché en 2017 sur la participation au **Congrès-Salon national de généalogie** en même temps que les registres de notaires du Havre étaient ouverts à l'annotation collaborative : tenue d'un stand, présentation d'expositions itinérantes, 3 conférences d'agents des Archives départementales, organisation de l'évènement « 24h de l'indexation » en partenariat avec la *Revue française de généalogie*, pour indexer un maximum de fiches matricules de poilus, qui a permis l'indexation de 4 200 fiches individuelles de combattants (274 participants, dont certains du Canada ou d'Allemagne).



Sont à mentionner aussi la participation à la Bibliothèque numérique de droit normand (faculté de droit de Rouen) et à un groupe de recherche sur la coutume de Normandie (université de Caen-Normandie), la participation aux enseignements du Master Patrimoine de Rouen (15 h) et du MATA d'Amiens (41 h). La Direction des Archives départementales est par ailleurs représentée au conseil de gestion de l'UFR de lettres, sciences humaines, au conseil académique et à la commission des statuts de l'université de Rouen.

On peut y ajouter encore la participation au comité scientifique pour le classement des clos-masures au patrimoine mondial de l'UNESCO, la participation au jury départemental du Concours national de la résistance et de la déportation (des sujets de recherche en histoire contemporaine ont été diffusés auprès du master Recherche de l'université de Rouen), la présentation des fonds de la Première Guerre Mondiale présents aux Archives départementales lors de la journée inaugurale de la Semaine de la Francophonie à l'université de Rouen et la rédaction de notices pour le catalogue de l'exposition « Savants et croyants » sur le judaïsme médiéval, qui doit se tenir au printemps 2018 au Musée des Antiquités de Rouen.